

Et le Japon replonge dans l'inconnu...

- Article

Victime d'une impopularité record, le Premier ministre Hatoyama a démissionné après dix mois seulement aux affaires.

Éclairage Jean-Paul Bombaerts

Après moins de neuf mois au pouvoir, le Premier ministre japonais de centre-gauche Yukio Hatoyama a annoncé mercredi sa démission, victime de sa gestion désastreuse du déménagement de la base américaine d'Okinawa et d'une impopularité record.

Depuis plusieurs jours, la pression sur le gouvernement emmené par le Parti Démocrate du Japon (PDJ) se faisait de plus en plus forte, alimentée par des sondages calamiteux. Hatoyama, 63 ans, a finalement accepté de s'effacer, à quelques semaines seulement des élections sénatoriales fixées au 11 juillet. Il s'agit du quatrième chef de gouvernement à interrompre son mandat en moins de quatre ans au Japon.

Comment faut-il interpréter l'instabilité politique chronique qui règne au Japon? "Ces quinze dernières années ont été marquées par des scandales politico-financiers à répétition, ce qui a fini par lasser la population", souligne Evelyne Dourille-Feer, économiste au centre français d'étude et de recherche en économie internationale CEPII. Mais plus fondamentalement, elle épingle le mécontentement d'une population qui a subi de profondes transformations économiques. Après les années 60, 70 et 80 marquées par une forte croissance et le plein-emploi, la décennie 90 a vu une croissance atone, une augmentation des inégalités et une baisse du niveau de vie relatif des Japonais.

Des transferts sociaux

L'arrivée de la gauche au pouvoir en août 2009 et la volonté proclamée de Hatoyama "de faire de la politique autrement" avaient suscité d'immenses espoirs auprès de la population. Le PDJ avait en effet opté pour un basculement complet d'une politique économique traditionnellement axée sur l'offre. L'équipe de Hatoyama entend au contraire stimuler la demande, principalement à travers une hausse des transferts sociaux. Or bon nombre de ces promesses peinent à se concrétiser, même si une première tranche d'allocations familiales doit être versée en ce mois de juin.

Mais le plus grand reproche que les Japonais adressent à Hatoyama est d'avoir rompu sa promesse de retirer la base aérienne américaine de Futenma sur l'île d'Okinawa, comme le réclamait la population locale. Ce renoncement, sous la pression des États-Unis, a fait voler en éclats la coalition tripartite de centre-gauche formée entre le PDJ et deux petites formations. Le Parti Social-Démocrate (PSD), opposé au maintien de la base américaine, a claqué la porte vendredi dernier.

Kan en sauveur?

Le ministre des Finances, Naoto Kan, s'est déclaré mercredi candidat au poste de président du PDJ, étape obligée pour devenir Premier ministre. Kan, 63 ans, est un proche du chef du gouvernement, mais il a su rester à distance des dossiers épineux. "C'est une personnalité d'envergure, appréciée pour son pragmatisme", confirme Evelyne Dourille-Feer. "Il n'a jamais caché qu'il faudrait relever la TVA et augmenter certains impôts pour couvrir la hausse des dépenses sociales, un choix que la population semble aujourd'hui prête à accepter."

Reste à voir s'il ne décidera pas de provoquer des élections législatives anticipées afin d'asseoir sa légitimité. Car pour mettre en œuvre le programme économique et social du PDJ, il faut, selon Evelyne Dourille-Feer, compter au moins deux législatures. L